

Un pays pour le monde
XIV^e Congrès national

STATUTS
PARTI QUÉBÉCOIS

Chapitre I

DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

1. Le Parti Québécois est un parti démocratique ouvert à qui veut partager ses objectifs fondamentaux.
2. Les objectifs fondamentaux du Parti sont définis par le Congrès national.
3. Les présents statuts garantissent les droits des membres tout en assurant au Parti la cohérence nécessaire à l'atteinte de ses objectifs.
4. Le Parti Québécois reconnaît la nécessité de tendre vers une représentation équilibrée entre les hommes et les femmes au sein de toutes ses instances.

Chapitre II

LES MEMBRES

Est membre toute personne âgée d'au moins seize (16) ans qui souscrit aux objectifs fondamentaux du Parti, se conforme aux statuts et règlements, et dont la demande d'adhésion accompagnée de la cotisation statutaire est parvenue au secrétariat national du Parti.

1. Tout membre a le droit de participer activement aux activités du Parti, d'exprimer pleinement son opinion dans les instances, de participer à l'élaboration du programme et d'œuvrer à la réalisation des objectifs du Parti, sans distinction.
2. Tout membre possède le droit de vote, directement ou par délégation, au choix des dirigeantes et dirigeants à tous les paliers. Tout membre a le droit de poser sa candidature aux postes électifs en se conformant aux statuts. Cependant, dans le cas d'une adhésion, un délai de trente (30) jours doit être observé avant qu'un nouveau membre puisse être habilité à voter ou à se présenter à un poste électif lors d'un congrès régional, national ou d'une assemblée générale et lors d'une élection au Conseil national, et de voter sur les résolutions présentées dans les instances.
3. Tout membre dont la carte arrive à échéance dans les trois cent soixante-cinq (365) jours précédant un congrès ou une assemblée générale peut renouveler son adhésion avant la fin de la période d'inscription.
4. Cependant, aucun ou aucune fonctionnaire du Parti, de même qu'aucune personne occupant une fonction politique auprès d'un ou d'une ministre, ou auprès d'une

députée ou d'un député du Parti, n'est éligible à un poste électif prévu aux statuts du Parti. Lors de leur nomination à l'une ou l'autre des fonctions ci-haut mentionnées, les personnes concernées doivent démissionner de tel poste électif qu'elles occupaient au sein du Parti lors de leur nomination.

Les présentes dispositions ne s'appliquent pas aux postes de présidente ou de président et de secrétaire d'assemblée ou d'élection. Ainsi les personnes mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être mises en candidature à ces deux postes.

5. Le droit à la dissidence et à la critique, à l'intérieur du Parti, doit être constamment respecté.
6. Nul membre ne peut être expulsé du Parti sans raison valable.
7. Tout membre peut démissionner en tout temps d'un poste qu'il occupe ou du Parti; dans ce cas, il transmet un écrit en ce sens à l'instance dont il relève.

Chapitre III

LES INSTANCES NATIONALES

I - LE CONGRÈS NATIONAL

A- COMPOSITION

1. a) Chaque association de circonscription a droit à dix (10) déléguées ou délégués, plus une personne par tranche complète de cinq cents (500) membres en règle au moment de l'assemblée générale. Chaque assemblée générale de circonscription élit un certain nombre de personnes suppléantes, à défaut ou au désistement de celles-ci, l'exécutif de la circonscription pourra désigner d'autres personnes suppléantes, parmi les membres en règle, jusqu'à cinq (5) jours avant la tenue du Congrès.

Chaque région a droit à deux (2) déléguées ou délégués membres du Conseil exécutif régional.

- b) Sont aussi déléguées et délégués de droit au Congrès national, les membres du Conseil exécutif national, les membres du Bureau national, les membres du Conseil des représentants du Comité national des jeunes, les présidentes et présidents de circonscription, les députées et députés du Parti et les candidates et candidats officiels du Parti aux élections à venir.

- c) La liste des noms des déléguées et délégués, des suppléantes et suppléants doit être expédiée par les instances intéressées au secrétariat national au moins quarante-cinq (45) jours avant l'ouverture d'un Congrès ordinaire; dans le cas d'un Congrès extraordinaire, ce délai peut être réduit à quatorze (14) jours.

B- FONCTIONNEMENT

- 2. a) Un Congrès national régulier, d'une durée d'au moins deux (2) jours, doit être tenu tous les deux (2) ans aux dates que fixe le Conseil national. Lorsqu'un événement le justifie, le Conseil national peut prolonger le délai prévu pour la tenue d'un Congrès national.
 - b) Un avis d'au moins quatre-vingt-dix (90) jours, pour la tenue d'un Congrès national ordinaire, doit être adressé par le secrétariat national au secrétariat de chaque Conseil de circonscription ou de région et aux comités nationaux habilités à envoyer des propositions.
 - c) Seules les résolutions provenant d'un Congrès régional, du Conseil national, du Conseil exécutif national, du Grand rassemblement du Comité national des jeunes et de chaque autre comité national sont soumises au Congrès. De plus, chaque Conseil exécutif de circonscription peut faire parvenir trois (3) résolutions qui seront soumises au Congrès si ces résolutions :
 - i. ont été explicitement adoptées par le Congrès de circonscription précédant le Congrès régional et transmises dans les délais statutaires à ce Congrès régional;
 - ii. n'ont pas été adoptées ou ont été modifiées ou non étudiées par le Congrès régional.
 - d) Toute résolution est expédiée au secrétariat national au moins quarante-cinq (45) jours avant l'ouverture du Congrès.
 - e) Au moins vingt (20) jours avant l'ouverture du Congrès, le secrétariat national expédie à toutes les déléguées et tous les délégués dont les noms lui sont parvenus les résolutions reçues en vertu du paragraphe précédent.
 - f) Le Congrès national peut recevoir les résolutions ayant un caractère d'urgence conformément à ses règles de procédure.
- 3. a) Le Conseil exécutif national ou le Conseil national peut convoquer un Congrès extraordinaire.

- b) Pour la tenue d'un tel Congrès un avis d'au moins trente (30) jours mentionnant l'endroit, la date, l'heure et le but dudit Congrès doit être adressé par le secrétariat national au secrétaire de chaque Conseil de circonscription, de région et des comités.
- 4. Seuls les déléguées et délégués ont droit de parole et de vote aux assemblées plénières d'un Congrès national, y compris dans les commissions qui ont pour but d'amender le programme et les statuts; néanmoins, toute citoyenne et tout citoyen a le droit de s'inscrire comme observatrice ou observateur et d'assister à toutes les délibérations.
- 5. Lors du premier Congrès national qui suit une élection générale au Québec, les déléguées et délégués procèdent à un vote de confiance au scrutin secret envers la présidente ou le président du Parti. Dans le cas où la présidente ou le président du Parti n'aurait pas obtenu la majorité des suffrages exprimés, le Parti doit procéder à une élection à la présidence selon les modalités prévues à l'article 9 du Chapitre III - sous-section II, C-Mandat des statuts actuels.
- 6. Au moins trois cents (300) jours avant la tenue du Congrès national, le Conseil national et le Conseil exécutif national procèdent à la formation d'un Comité directeur du Congrès national.
 - a) Ce Comité est formé de la conseillère ou du conseiller au programme, qui en assume la présidence, de trois (3) personnes nommées par le Conseil exécutif national, et de cinq (5) personnes élues par le Conseil national;
 - b) Le Comité directeur du Congrès national :
 - i. coordonne la préparation et l'organisation technique du Congrès national;
 - ii. propose au Conseil national les règles de procédure du Congrès et voit à leur application;
 - iii. prépare les cahiers de résolutions et autres textes à caractère technique concernant le Congrès, et les achemine aux personnes et aux instances appropriées;
 - iv. juge de la recevabilité des propositions acheminées au Congrès selon les critères fixés dans les statuts ou dans les règles de procédure du Congrès.
- 7. La présidence de l'assemblée plénière du Congrès national et la présidence des élections sont élues par le Congrès national dès son ouverture, sur recommandation du Conseil exécutif national et du Conseil national.

Les décisions se prennent à majorité simple des voix exprimées. La présidence n'a droit de vote qu'en cas de partage égal des voix exprimées.

Le Congrès suit la procédure adoptée par le Conseil national.

C- MANDAT

8. Le Congrès national est l'instance suprême du Parti.
9. Les déléguées et délégués au Congrès national :
 - a) discutent les résolutions soumises, déterminent leur ordre de priorité et adoptent ou modifient le programme du Parti;
 - b) reçoivent les rapports du Conseil exécutif national sur l'administration et les activités prévues au cheminement critique annuel ainsi que ceux du Conseil des députées et députés, de la Commission permanente du programme et des comités nationaux;
 - c) établissent les lignes générales d'action du Parti;
 - d) examinent le bilan et l'état des revenus et des dépenses du dernier exercice financier que leur soumet la trésorerie du Parti et fixent la cotisation annuelle des membres;
 - e) élisent les membres du Conseil exécutif national par vote au scrutin secret, à l'exception de la présidence du Parti;
 - f) prennent les décisions appropriées sur toute question inscrite régulièrement à l'ordre du jour;
 - g) sont seuls habilités à entériner une fusion avec une ou plusieurs formations politiques.

II- LE CONSEIL NATIONAL

A- COMPOSITION

1. Sont membres du Conseil national avec droit de parole et de vote :
 - a) les membres du Conseil exécutif national;

- b) les présidentes et les présidents de région ou, en cas d'incapacité, toute autre personne de la région dûment mandatée par le Conseil exécutif régional, à l'exception des personnes visées par l'article 2 du chapitre III, sous-chapitre II-A des présents statuts;
 - c) les présidentes et présidents de circonscription ou, en cas d'incapacité, toute autre personne de la circonscription dûment mandatée par le Conseil exécutif de la circonscription, à l'exception des personnes visées par l'article 2 du chapitre III, sous-chapitre II-A des présents statuts;
 - d) les présidentes et présidents des comités nationaux prévus aux statuts ou, en cas d'incapacité, toute autre personne du comité national mandatée par celui-ci;
 - e) trois (3) députées ou députés délégués par le Conseil des députées et députés;
 - f) les huit membres nationaux du Comité national des jeunes, la présidente ou le président régional jeune et un (1) membre du Conseil exécutif régional jeune par région;
 - g) deux (2) membres du Comité national d'action politique des femmes;
 - h) deux (2) membres du Comité national de la citoyenneté et de l'intégration;
 - i) deux (2) membres du Comité national sur l'environnement et le développement durable;
 - j) deux (2) membres du Comité national des aînés;
 - k) les représentantes régionales du Comité national d'action politique des femmes;
 - l) la vice-présidente ou le vice-président de la Commission permanente du programme.
2. Sont également déléguées ou délégués sans droit de vote au Conseil national:
- a) une déléguée ou un délégué par région choisi par le Conseil exécutif régional : cette personne exerce le droit de vote lors de l'absence du membre ayant le droit de vote qui représente sa région;

- b) une déléguée ou un délégué par circonscription choisi par le Conseil exécutif de circonscription: cette personne exerce le droit de vote lors de l'absence du membre ayant le droit de vote qui représente sa circonscription;
- c) les députées et les députés;
- d) les candidates et les candidats officiels aux élections québécoises à venir;
- e) les candidates et les candidats défaits lors d'élections partielles: ces personnes ne sont déléguées qu'au Conseil national suivant les élections partielles;
- f) quatre (4) membres du Comité national d'action politique des femmes;
- g) dix (10) membres du Comité national de la citoyenneté et de l'intégration;
- h) quatre (4) membres du Comité national des aîné(e)s;
- i) quatre (4) membres du Comité national sur l'environnement et le développement durable;
- j) les conseillers régionaux en environnement.

B- FONCTIONNEMENT

3. a) Le Conseil national se réunit au moins trois (3) fois par année sur convocation de la présidence du Conseil exécutif national.
- b) Dès l'annonce d'élections générales au Québec, le Conseil national se réunit d'urgence sur convocation de la présidence du Conseil exécutif national. Il se réunit aussi dans les soixante (60) jours suivant la tenue de telles élections; les candidates et candidats défaits y ont droit de parole.
- c) Dès l'annonce d'un référendum au Québec, le Conseil national se réunit d'urgence sur convocation de la présidence du Conseil exécutif national.
- d) Trente (30) membres du Conseil national ou le Comité directeur, tel que défini aux règles de fonctionnement de ce Conseil, peuvent en énonçant leurs motifs par écrit, exiger de la présidence du Conseil exécutif national la convocation d'un Conseil national extraordinaire, dans un délai maximum de trente (30) jours.
- e) Le quorum est de un tiers (1/3) des membres ayant droit de vote au Conseil national.

4. Un Comité directeur, composé d'une présidence et d'une vice-présidence élues par le Conseil national parmi les présidentes et les présidents de circonscription et d'un membre du Conseil exécutif national, a la responsabilité de :
 - a) voir au respect des règles de fonctionnement adoptées par le Conseil national;
 - b) établir la proposition d'ordre du jour de chacune des réunions du Conseil national; l'ordre du jour doit être déposé au moins sept (7) jours avant le Conseil national;
 - c) s'assurer de l'exécution et de la coordination des décisions du Conseil national;
 - d) informer régulièrement de son travail le Conseil national.
5. La présidence ou la vice-présidence du Comité directeur ouvre la réunion du Conseil national et voit à l'élection de la présidence d'assemblée. Les décisions se prennent à la majorité des voix exprimées; la présidence d'assemblée n'a droit de vote qu'en cas de partage égal des voix exprimées.

C- MANDAT

6. Le Conseil national est la plus haute instance du Parti Québécois entre les congrès.
7. Le Conseil national possède les pouvoirs normalement dévolus à une assemblée générale. Plus particulièrement, le Conseil national :
 - a) surveille l'exécution des décisions du Congrès et l'application du programme;
 - b) oriente l'action et la politique du Parti;
 - c) reçoit et approuve les rapports du Conseil exécutif national relatifs aux mandats qu'il détient du Congrès, du Conseil national et du Bureau national; du Conseil des députées et députés; de la Commission permanente du programme et des comités nationaux;
 - d) adopte le plan d'action national du Parti;
 - e) adopte le budget annuel et les objectifs de la campagne de financement;
 - f) adopte les propositions d'orientation de politique générale ou d'urgence;

- g) adopte, le cas échéant, les orientations du programme électoral national;
 - h) comble les vacances à l'exécutif et procède aux élections qui relèvent de son autorité;
 - i) constitue l'instance d'appel de toute décision d'une autre instance du Parti y compris celle concernant l'exclusion d'un membre;
 - j) détermine les régions et peut les modifier en accord avec les circonscriptions concernées;
 - k) donne des mandats aux comités nationaux;
 - l) constitue des comités nationaux dont il détermine la composition, le fonctionnement et les mandats; toute prise de position publique de ces comités doit être présentée, au préalable, au Conseil national ou au Conseil exécutif national;
 - m) adopte les règlements de fonctionnement du Parti;
 - n) adopte les règles de son propre fonctionnement.
8. En cas de démission ou de décès de la présidente ou du président du Parti, le Conseil national fixe la date d'élection à la présidence du Parti selon les modalités prévues à l'article 9.
9. Advenant une élection à la présidence du Parti, le Conseil national tiendra cette élection au moment jugé opportun, au suffrage universel direct des membres, selon des modalités adoptées par le Conseil national.

III- LE CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

A- COMPOSITION

1. Sont membres du Conseil exécutif national :
- a) la présidente ou le président du Parti; la première vice-présidente ou le premier vice-président du Parti et présidente ou président du Conseil exécutif national; la deuxième vice-présidente ou le deuxième vice-président du Parti et présidente ou président du Bureau national; la trésorière ou le trésorier; la présidente ou le président du Comité national des jeunes; la conseillère ou le conseiller au programme; trois (3) députées ou députés; trois (3) conseillères ou conseillers;

- b) une députée ou un député n'est admissible qu'au poste de présidente ou de président du Parti et aux trois (3) postes de conseillères-députées ou conseillers-députés. Les titulaires de ces trois (3) derniers postes doivent cependant démissionner dès qu'ils cessent d'être députées ou députés du Parti Québécois. De plus, un membre occupant un autre poste que ceux énumérés ci-haut doit en démissionner dès son élection comme députée ou député. Ces personnes restent cependant en poste jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus au Conseil national qui suit.

B- FONCTIONNEMENT

- 2. Les élections des membres du Conseil exécutif national sont régies par un règlement adopté à cette fin par le Conseil national. Ce règlement doit prévoir que :
 - a) chaque personne candidate à un poste du Conseil exécutif national, autre qu'au poste de présidente ou président du Parti, remplit un bulletin de candidature signé par elle-même et par au moins cinq (5) déléguées ou délégués au Congrès;
 - b) le bulletin de candidature doit être remis ou expédié par poste recommandée au secrétariat national au moins trente (30) jours avant l'ouverture du Congrès;
 - c) les dépenses électorales des candidates et des candidats doivent être conformes aux dispositions prévues;
 - d) un membre ne peut faire acte de candidature que pour un (1) poste;
 - e) le secrétariat national doit communiquer par écrit la liste des candidates et des candidats au moins vingt (20) jours avant l'ouverture du Congrès à toutes les déléguées et à tous les délégués dont les noms lui sont parvenus;
 - f) s'il n'y a pas au moins une personne mise en candidature à chaque poste du Conseil exécutif national, la présidence d'élection doit demander des mises en candidature parmi les déléguées et les délégués présents au Congrès et procéder ensuite à l'élection;
 - g) les élections aux divers postes ont lieu en même temps;
 - h) les candidates et les candidats aux postes de première vice-présidente ou vice-président et du deuxième vice-président ou vice-présidente du Parti

doivent obtenir la majorité absolue des voix exprimées; la majorité simple des voix exprimées suffit quant aux autres postes du Conseil exécutif national;

- i) tous les membres élus au Conseil exécutif national entrent en fonction dès la clôture du Congrès et leur mandat expire à la fin du Congrès suivant.
3. a) Le Conseil exécutif national accorde une compensation financière, si nécessaire, pour permettre le dégagement de la présidente ou du président du Parti et/ou de la présidente ou du président du Conseil exécutif national et/ou de tout membre du Conseil exécutif national, de façon à leur permettre d'exercer leurs fonctions. Le Conseil exécutif national soumet au Conseil national les modalités de cette compensation.
- b) Le Conseil exécutif national se réunit au moins une (1) fois par mois. Son quorum est de six (6) membres. En énonçant leurs motifs par écrit, cinq (5) membres du Conseil exécutif national peuvent exiger la convocation d'une réunion du Conseil exécutif national.

C- MANDAT

4. Le Conseil exécutif national dirige le Parti et en administre les affaires en se conformant au programme et aux décisions prises par le Congrès, le Conseil national et le Bureau national.

Plus particulièrement, le Conseil exécutif national :

- a) voit à l'élaboration des orientations politiques du Parti;
- b) adopte et diffuse des prises de position sur des sujets d'intérêt national liés à la conjoncture politique;
- c) maintient les services nécessaires au bon fonctionnement du Parti;
- d) nomme les fonctionnaires du Parti et fixe leur rémunération;
- e) reçoit au préalable, pour information, le texte de toute prise de position publique des comités nationaux;
- f) prend les mesures nécessaires pour assurer la tenue d'assemblées démocratiques pour le choix des candidates et des candidats du Parti aux élections générales ou partielles au Québec et détermine la date sur recommandation de l'exécutif de circonscription.

- g) peut procéder à l'expulsion d'un membre du Parti;
 - h) voit à la promotion du programme;
 - i) applique les statuts et règlements, le cas échéant.
5. Le Conseil exécutif national accrédite officiellement les associations du Parti dans chaque circonscription du Québec et peut décider de la mise en tutelle d'une association de circonscription le cas échéant, sur recommandation du Conseil régional.

IV - LE BUREAU NATIONAL

A- COMPOSITION

1. Sont membres du Bureau national :

les membres du Conseil exécutif national; les présidentes et les présidents de région ou leurs suppléantes ou suppléants dûment mandatés et choisis parmi les membres du Conseil exécutif régional; les présidentes et présidents des comités nationaux ou une suppléante ou un suppléant mandaté par la présidence du comité.

B- FONCTIONNEMENT

2. Le Bureau national se réunit au moins six (6) fois par année. Son quorum est la moitié des membres plus un.
3. Cinq (5) membres du Bureau national peuvent exiger la convocation d'un Bureau national spécial.
4. Le Bureau national est présidé par la deuxième vice-présidence du Parti et il fonctionne selon les règles qu'il se donne.

C- MANDAT

5. Le Bureau national est responsable de l'élaboration et de la mise en oeuvre du plan d'action et du budget; il assure la liaison entre les circonscriptions, les régions, les comités nationaux et le Conseil exécutif national.

Plus particulièrement, le Bureau national :

- a) soumet au Conseil national les grandes lignes du plan d'action national; il transmet aux membres du Conseil national les documents pertinents au moins trente (30) jours avant la tenue du Conseil national et en assure le suivi et la révision au cours de l'année;
- b) soumet au Conseil national pour étude et adoption l'objectif de la campagne de financement, la répartition financière et les grandes enveloppes budgétaires;
- c) reçoit, pour adoption, des projets de campagne et d'action d'envergure nationale soumis soit par le Conseil exécutif national, soit par les comités nationaux ou les régions; il en approuve les budgets à l'intérieur des enveloppes établies par le Conseil national;
- d) peut donner son avis au Conseil exécutif national sur toute orientation politique et sur toute prise de position publique.

Chapitre IV

LES INSTANCES RÉGIONALES

Le territoire du Québec est divisé en régions regroupant chacune un certain nombre de circonscriptions, établies ou modifiées par le Conseil national en accord avec les circonscriptions concernées.

I - LE CONGRÈS RÉGIONAL

A- COMPOSITION

1. Chaque circonscription d'une région a droit à vingt-quatre (24) déléguées ou délégués qui sont élus par le Congrès de circonscription pour le Congrès régional. Sont aussi déléguées ou délégués de droit au Congrès régional les membres du Conseil exécutif régional, les présidentes et présidents de circonscription, les députées et députés des circonscriptions de la région et les candidates et candidats officiels du Parti aux élections à venir.

La liste des noms des déléguées et des délégués doit être expédiée par les instances concernées au secrétariat régional au moins vingt-cinq (25) jours avant l'ouverture d'un Congrès ordinaire. Dans le cas d'un Congrès extraordinaire ce délai peut être réduit à cinq (5) jours.

B- FONCTIONNEMENT

2. a) Le Congrès régional a lieu tous les deux (2) ans, avant le Congrès national du Parti, à une date fixée par le Conseil régional en accord avec le Conseil exécutif national.
 - b) Pour la tenue d'un tel Congrès, un avis d'au moins soixante (60) jours mentionnant l'endroit, la date, l'heure et le but du Congrès, doit être adressé par le secrétariat régional au secrétariat de chaque Conseil exécutif de circonscription.
 - c) Toute résolution dûment adoptée par un congrès de circonscription est expédiée au secrétariat régional au moins trente (30) jours avant le Congrès régional.
 - d) Au moins dix (10) jours avant l'ouverture du Congrès, le secrétariat régional expédie à toutes les déléguées et à tous les délégués dont les noms lui sont parvenus toutes les résolutions ainsi reçues, celles émanant du Conseil régional, de même que les états financiers, les règles de fonctionnement et les procédures adoptées par le Conseil régional.
 - e) Seules ces résolutions sont soumises au Congrès. Toutefois, celui-ci, par un vote à la majorité simple des voix exprimées et sans débat, peut autoriser la présentation d'une résolution ayant un caractère d'urgence.
 - f) Toute résolution qui sera adoptée par le Grand rassemblement régional des jeunes sera soumise à leur Congrès régional directement et obligatoirement.
3. Le Conseil régional peut convoquer un Congrès extraordinaire. Pour la tenue d'un tel Congrès, un avis d'au moins vingt-cinq (25) jours, mentionnant l'endroit, la date, l'heure et le but du Congrès, doit être adressé par le secrétariat régional au secrétariat de chaque Conseil exécutif de circonscription.
 4. Seuls les déléguées et les délégués ont droit de parole et de vote aux assemblées plénières du Congrès régional. Néanmoins, toute citoyenne et tout citoyen a le droit de s'inscrire comme observatrice ou observateur et de participer aux réunions des commissions conformément aux procédures du Congrès.
 5. La présidence de l'assemblée plénière du Congrès régional est élue par le Congrès régional dès l'ouverture de celui-ci sur recommandation du Conseil régional. Ce dernier propose également les règles de fonctionnement du Congrès.

C- MANDAT

6. Le Congrès régional est l'instance suprême de la région, sous réserve des pouvoirs du Congrès national et du Conseil national.
7. Les déléguées et les délégués au Congrès régional :
 - a) discutent les résolutions soumises, déterminent leur degré de priorité et adoptent les résolutions pour le Congrès national du Parti;
 - b) établissent les lignes générales d'action du Parti au niveau régional;
 - c) examinent le bilan et l'état des revenus et dépenses du dernier exercice financier que leur soumet le Conseil régional;
 - d) prennent les décisions appropriées sur toutes les questions régulièrement inscrites à l'ordre du jour, y compris les résolutions d'urgence;
 - e) reçoivent les rapports du Conseil exécutif régional;
 - f) élisent les membres du Conseil exécutif, selon la composition déterminée par le Conseil régional, sauf la représentante ou le représentant régional jeune, élu au scrutin secret par le Grand rassemblement régional des jeunes.

II - LE CONSEIL RÉGIONAL

A- COMPOSITION

1. Sont membres du Conseil régional et ont droit de parole et de vote :
 - a) les membres du Conseil exécutif régional;
 - b) les présidentes et les présidents de circonscription de la région ou leur suppléante ou suppléant dûment mandatés par le Conseil exécutif de circonscription;
 - c) les représentantes ou les représentants des comités régionaux ou leur suppléante ou suppléant désignés par le Conseil régional;
 - d) dans les régions où le nombre de circonscriptions est inférieur, ou égal, au nombre de membres qui composent le Conseil exécutif régional, une déléguée ou un délégué par circonscription choisi par le Conseil exécutif de circonscription.

2. Ont également droit de parole seulement au Conseil régional :
 - a) dans les régions où le nombre de circonscriptions est supérieur au nombre de membres qui composent le Conseil exécutif régional, une déléguée ou un délégué choisi par le Conseil exécutif de circonscription;
 - b) les députées et les députés de la région;
 - c) les candidates et les candidats défaits lors de la dernière élection; ces personnes sont déléguées au Conseil régional suivant l'élection;
 - d) les candidates et les candidats officiels aux élections à venir.

B- FONCTIONNEMENT

3. Le Conseil régional se réunit au moins quatre (4) fois par année sur convocation du Conseil exécutif régional ou aux dates qu'il se fixe lui-même. En énonçant leurs motifs par écrit au secrétariat régional, le tiers (1/3) des membres ayant droit de vote peut exiger la convocation d'une réunion extraordinaire du Conseil régional.

Le quorum est de la moitié plus un (1) membre ayant droit de vote.

Un avis d'au moins huit (8) jours pour la tenue d'une telle réunion doit être adressé par le secrétariat régional à la présidence de chaque Conseil exécutif de circonscription.

4. Cependant, une région qui désire expérimenter un nouveau mode de fonctionnement pourrait le soumettre au Conseil national pour ratification.

C- MANDAT

5. Le Conseil régional est la plus haute instance régionale entre les congrès régionaux.
6. Le Conseil régional a pour mandats principaux :
 - a) de concrétiser l'action du Parti au niveau de la région conformément aux décisions spécifiques prises par le Congrès régional;
 - b) de surveiller l'exécution des décisions du Congrès régional;

- c) de prendre des décisions sur toutes matières urgentes sur lesquelles le Congrès régional ne s'est pas prononcé;
- d) de combler les vacances qui surviennent au sein du Conseil exécutif régional;
- e) de nommer les fonctionnaires de la région et de fixer leur rémunération;
- f) d'approuver le budget annuel de la région préparé par le Conseil exécutif régional;
- g) d'élire, au scrutin secret à la première réunion du Conseil régional suivant le Congrès régional, un Comité de surveillance des finances composé de trois (3) membres ne faisant pas partie du Conseil exécutif régional;
- h) de coordonner l'action des circonscriptions de la région.

III -LE CONSEIL EXÉCUTIF RÉGIONAL

A- COMPOSITION

1. La composition du Conseil exécutif régional est déterminée par le Conseil régional selon ses besoins mais doit compter parmi ses membres la présidente ou le président du Comité régional des jeunes, la conseillère ou le conseiller en environnement, la représentante régionale du Comité régional d'action politique des femmes, la responsable ou le responsable régional du Comité national des aîné(e)s, la présidente ou le président de la Commission régionale du programme ainsi que la représentante ou le représentant du Comité national de la citoyenneté et de l'intégration.

B- FONCTIONNEMENT

2. Les membres du Conseil exécutif régional sont élus au scrutin secret par le Congrès régional, en suivant les formalités et les procédures suivantes :
 - a) chaque personne candidate à un poste du Conseil exécutif remplit un bulletin de candidature signé par elle-même et par au moins cinq (5) déléguées ou délégués au Congrès;
 - b) le bulletin de candidature doit être remis ou expédié par poste recommandée au secrétariat régional au moins quinze (15) jours avant l'ouverture du Congrès;

- c) un membre ne peut faire acte de candidature que pour un (1) poste;
 - d) le secrétariat régional doit communiquer par écrit la liste des candidates et des candidats au moins dix (10) jours avant l'ouverture du Congrès à toutes les déléguées et à tous les délégués dont les noms lui sont parvenus;
 - e) s'il n'y a pas au moins une personne mise en candidature à chaque poste du Conseil exécutif régional, la présidence d'élection doit demander des mises en candidature parmi les déléguées et les délégués présents au Congrès et procéder ensuite à l'élection;
 - f) les élections aux divers postes ont lieu en même temps;
 - g) la personne candidate à la présidence régionale doit obtenir la majorité absolue des voix exprimées; la majorité simple des voix exprimées suffit quant aux autres postes du Conseil exécutif régional;
 - h) tous les membres élus au Conseil exécutif régional entrent en fonction dès la clôture du Congrès et leur mandat expire à la fin du Congrès suivant.
3. Le Conseil exécutif régional se réunit au moins huit (8) fois par année sur convocation de la présidence qui préside les séances. Son quorum est égal à la majorité des membres. En énonçant leurs motifs par écrit, deux (2) membres peuvent exiger de la présidence la convocation d'une réunion du Conseil exécutif régional.
 4. Le Conseil exécutif régional fonctionne selon les règles de procédure qu'il se donne.

C- MANDAT

5. Le Conseil exécutif régional :
 - a) voit à l'élaboration des orientations politiques du Parti au niveau régional;
 - b) coordonne le travail des comités formés par le Conseil régional;
 - c) prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la participation de toutes les circonscriptions aux travaux de la région;
 - d) prépare le budget annuel de la région et le soumet au Conseil régional pour étude et adoption;

- e) adopte et diffuse des prises de position sur des sujets d'intérêt régional liés à la conjoncture politique;
 - f) peut destituer un de ses membres après trois (3) absences consécutives sans motif valable aux réunions régulières du Conseil exécutif : une majorité des deux tiers (2/3) des membres du Conseil exécutif est requise pour ce vote et le Conseil régional suivant accepte ou refuse cette décision.
6. Le rôle de la conseillère ou du conseiller en environnement est:
- a) d'établir des liens avec les personnes et les groupes préoccupés par l'environnement et le développement durable dans son milieu;
 - b) de s'informer et participer aux activités reliées à l'environnement de sa région;
 - c) d'informer et sensibiliser les instances de sa région des préoccupations environnementales manifestées par les groupes de citoyens de sa région;
 - d) d'identifier et faire connaître les problématiques environnementales particulières à sa région au Comité national sur l'environnement et le développement durable.

IV - LE COMITÉ RÉGIONAL DE SURVEILLANCE DES FINANCES

A- COMPOSITION

1. Le Comité régional de surveillance des finances est composé de trois (3) membres ne faisant pas partie du Conseil exécutif de la région et élus au scrutin secret à la première réunion du Conseil régional suivant le congrès régional.

À sa première réunion après son élection le Comité régional de surveillance des finances se choisit parmi ses trois membres :

- a) une présidente ou un président;
- b) une secrétaire ou un secrétaire (s'il le juge approprié).

B- MANDAT

2. Le Comité a pour mandat:

- a) de vérifier les états financiers préparés par le trésorier de la région;
- b) d'examiner la comptabilité de la région;
- c) de faire les recommandations qu'il juge pertinentes sur la comptabilité et les finances de la région.

Chapitre V

LES INSTANCES DE CIRCONSCRIPTION

I - L'ASSOCIATION DE CIRCONSCRIPTION

1. Dans chaque circonscription où résident trente (30) membres ou plus du Parti, le Conseil exécutif national accrédite officiellement l'association que les membres ont constituée en se conformant aux statuts et règlements.

Les organes de l'association de circonscription sont les suivants : l'assemblée générale, le Congrès de circonscription et le Conseil exécutif de circonscription.

Si le fonctionnement d'une association de circonscription n'est pas conforme aux statuts et règlements du Parti, le Conseil exécutif national, sur recommandation du Conseil régional concerné, peut décider de nommer une tutrice ou un tuteur pour assumer les pouvoirs de cette association de circonscription jusqu'à ce qu'elle soit en mesure de reprendre son fonctionnement régulier.

Les membres en règle du Parti Québécois de la circonscription ont le droit d'assister aux réunions du Conseil exécutif, sauf dans le cas d'huis clos.

II - LE CONGRÈS DE CIRCONSCRIPTION

A- COMPOSITION

1. Seuls les membres inscrits et en règle à la circonscription ont droit de vote au Congrès de circonscription.

B- FONCTIONNEMENT

2.
 - a) Le congrès de circonscription a lieu tous les deux (2) ans avant le Congrès régional et le Congrès national à une date fixée par le Conseil exécutif de circonscription. De plus, ce congrès peut être jumelé à une assemblée générale.
 - b) Un avis d'au moins dix (10) jours pour la tenue d'un Congrès de circonscription doit être adressé par le Conseil exécutif de circonscription à chacun des membres.
 - c) Cet avis contient le projet d'ordre du jour tel que préparé par le Conseil exécutif de circonscription et indique comment se procurer copie de toutes les résolutions venant des comités ou des membres et de la Commission permanente du programme.
3.
 - a) La présidence du Conseil exécutif de circonscription ouvre la séance plénière du Congrès de circonscription et voit à l'élection de la présidence du congrès. Les décisions se prennent à la majorité simple des votes exprimés; la présidence du congrès n'a droit de vote qu'en cas d'égalité des voix exprimées.
 - b) Le Congrès de circonscription suit les procédures adoptées par le Conseil national.
 - c) Les membres inscrits et en règle à la circonscription élisent leurs déléguées et délégués au Congrès national ainsi que leurs déléguées et leurs délégués au Congrès régional; toutes les déléguées et tous les délégués doivent être choisis parmi les membres inscrits à la circonscription.

III - L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

A- FONCTIONNEMENT

1.
 - a) L'assemblée générale des membres se réunit au moins une (1) fois par année sur convocation du Conseil exécutif de circonscription.
 - b) Le quorum à toute assemblée générale est fixé à vingt (20) membres.
 - c) Dans une circonscription semi-urbaine ou rurale, une assemblée générale peut se dérouler par étapes à des dates et/ou à des endroits différents. Cette assemblée doit être convoquée comme toute autre assemblée générale de circonscription. Le quorum est calculé par la somme des membres présents à chacune de ces assemblées. Un membre n'a droit de

vote qu'à une des différentes assemblées et sa présence n'est comptée qu'une seule fois.

- d) Un avis d'au moins dix (10) jours pour la tenue d'une assemblée générale doit être adressé par le Conseil exécutif de circonscription à chacun des membres.
 - e) Cet avis contient l'ordre du jour tel que préparé par le Conseil exécutif de circonscription et indique comment se procurer copie de toutes les résolutions venant des comités ou des membres et de toute information pertinente concernant les candidatures.
 - f) En énonçant leurs motifs par écrit, trente (30) membres de la circonscription peuvent exiger du Conseil exécutif la convocation d'une assemblée générale extraordinaire. Seuls les motifs énoncés deviennent l'ordre du jour de cette assemblée générale extraordinaire. Le Conseil exécutif doit convoquer cette assemblée générale extraordinaire dans les quinze (15) jours suivants et l'assemblée doit avoir lieu dans les trente (30) jours suivant la demande.
- 2. La présidence du Conseil exécutif de circonscription ouvre la séance plénière de l'assemblée générale et voit à l'élection de la présidence d'assemblée. Les décisions se prennent à la majorité simple des votes exprimés; la présidence d'assemblée n'a droit de vote qu'en cas d'égalité des voix exprimées.
 - 3. Seuls les membres inscrits et en règle à la circonscription ont droit de vote à l'assemblée générale.
 - 4. Dans les circonscriptions représentées par une députée ou un député du Parti Québécois, il faut inclure obligatoirement dans l'ordre du jour une période pour une allocution de la députée ou du député suivie d'une période de questions à la députée ou au député.
 - 5. Seule une assemblée générale extraordinaire convoquée à cette fin peut destituer un membre du Conseil exécutif de circonscription ou le Conseil exécutif dans sa totalité.

B- MANDAT

- 6. Les membres de l'assemblée générale :
 - a) élisent au scrutin secret les membres du Conseil exécutif de circonscription une (1) fois par an, au moment fixé par le Conseil national;

- b) discutent les questions inscrites à l'ordre du jour et les résolutions soumises;
- c) établissent les lignes générales d'action du Parti dans le cadre de la circonscription;
- d) examinent l'état des revenus et des dépenses que leur présente la trésorerie de la circonscription et élisent au scrutin secret un Comité de surveillance des finances, composé de trois (3) membres ne faisant pas partie du Conseil exécutif de circonscription;
- e) contrôlent l'exécution des mandats confiés au Conseil exécutif de circonscription et aux comités de travail de l'association;

IV - LE CONSEIL EXÉCUTIF DE CIRCONSCRIPTION

A- COMPOSITION

1. Sont membres du Conseil exécutif de circonscription :
 - a) la présidente ou le président;
 - b) la vice-présidente ou le vice-président;
 - c) la secrétaire ou le secrétaire;
 - d) la trésorière ou le trésorier;
 - e) une représentante ou un représentant jeune;
 - f) une représentante à l'action politique des femmes, membre du Comité régional d'action politique des femmes à titre de répondante de circonscription;
 - g) une représentante ou un représentant de circonscription à la Commission régionale du programme.
2. Deux (2), quatre (4) ou six (6) conseillères ou conseillers selon la circonscription. Parmi ces conseillers ou ces conseillères, l'assemblée générale de circonscription peut décider d'élire une représentante ou un représentant de circonscription du Comité national des aîné(e)s.

Le nombre de conseillères ou de conseillers est déterminé par l'assemblée générale des membres conformément aux dispositions précédentes. Cette décision est prise lors de l'assemblée générale des membres qui doit élire un nouvel exécutif.

B- FONCTIONNEMENT

3. L'élection des membres du Conseil exécutif de circonscription a lieu au scrutin secret en suivant la procédure et les formalités suivantes :

- a) chaque personne candidate à un poste du Conseil exécutif de circonscription remplit un bulletin de candidature signé par elle-même et par au moins cinq (5) membres en règle de l'association de circonscription;
- b) le bulletin de candidature doit être reçu au secrétariat de circonscription en tout temps avant le moment fixé dans l'avis de convocation pour l'ouverture de l'assemblée générale;
- c) s'il n'y a pas au moins une (1) personne mise en candidature à chaque poste du Conseil exécutif de circonscription, la présidence d'élection doit demander des mises en candidature parmi les membres présents à l'assemblée qui devront chacun avoir l'appui de cinq (5) membres et procéder ensuite à l'élection pour les postes à combler;
- d) la personne candidate à la présidence, à la vice-présidence, au secrétariat, à la trésorerie, à la représentation jeune, à la représentation du Comité national d'action politique des femmes et à la représentation de circonscription à la Commission régionale du programme qui obtient la majorité simple des voix exprimées est déclarée élue par la présidence d'élection.

Les candidates et les candidats aux postes de conseillères ou de conseillers qui obtiennent le plus de votes sont déclarés élus par la présidence d'élection, compte tenu du nombre de postes de conseillères et de conseillers à combler.

4. Le Conseil exécutif de circonscription se réunit au moins une fois (1) par mois sur convocation de la présidence qui préside les séances. Son quorum est de cinq (5), six (6) ou sept (7) membres, selon que le Conseil exécutif de circonscription comprend deux (2), quatre (4) ou six (6) conseillères ou conseillers.

En énonçant leurs motifs par écrit, deux (2) membres du Conseil exécutif peuvent exiger de la présidence la convocation d'une réunion du Conseil exécutif de circonscription.

L'exécutif de circonscription fonctionne selon les règles qu'il se donne.

C- MANDAT

5. Le Conseil exécutif de circonscription :

- a) exécute les décisions de l'assemblée générale;
- b) nomme les responsables des programmes et projets locaux et les responsables de tous les comités, y compris la directrice ou le directeur de l'organisation et la registraire ou le registraire de circonscription; la présidente ou le président de la circonscription est membre de droit des comités;
- c) coordonne la réalisation des programmes et projets locaux, régionaux et nationaux et le travail de tous les comités, y compris lors des opérations du Parti et des campagnes électorales;
- d) approuve au préalable la présence d'une députée ou d'un député extérieur à la circonscription, pour toute activité de nature partisane, dans le cas d'une circonscription représentée par un ou une députée d'un autre parti;
- e) doit être informé au préalable de l'action d'un ou d'une députée extérieur(e) à la circonscription, pour toute activité politique, dans le cas d'une circonscription représentée par un ou une députée d'un autre parti;
- f) nonobstant les dispositions de l'article 5 de la section III A du présent chapitre, peut destituer et remplacer un de ses membres après trois (3) absences consécutives sans motif valable aux réunions du Conseil exécutif; une majorité des deux tiers (2/3) des membres du Conseil exécutif est requise pour ce vote;
- g) prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la participation au travail du Parti d'un nombre sans cesse croissant de citoyennes et de citoyens;
- h) nomme une remplaçante ou un remplaçant au poste vacant du Conseil exécutif de circonscription par suite de démission, décès ou destitution, jusqu'à la prochaine assemblée générale des membres;

V - LE COMITÉ DE SURVEILLANCE DES FINANCES DE CIRCONSCRIPTION

A- COMPOSITION

1. Le Comité de surveillance des finances de circonscription est composé de trois (3) membres ne faisant pas partie du Conseil exécutif de circonscription, élus au scrutin secret lors de l'assemblée générale annuelle des membres.

À sa première réunion après son élection, le Comité de surveillance des finances de circonscription se choisit parmi ses trois membres :

- a) une présidente ou un président;
- b) une secrétaire ou un secrétaire (s'il le juge approprié).

B- MANDAT

2. Le Comité a pour mandat :
 - a) de vérifier les états financiers préparés par le trésorier ou la trésorière de la circonscription;
 - b) d'examiner la comptabilité de la circonscription;
 - c) de faire les recommandations qu'il juge pertinentes sur la comptabilité et les finances de la circonscription.

VI - L'ASSEMBLÉE POUR LE CHOIX D'UNE CANDIDATE OU D'UN CANDIDAT DU PARTI AUX ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES

A- FONCTIONNEMENT

1. Le Conseil exécutif national ordonne, avant toute élection, la tenue d'une assemblée pour le choix de la candidate ou du candidat dans la circonscription.

L'assemblée est régie par les règlements adoptés à cette fin par le Conseil national du Parti.

Ces règlements devront consacrer les principes suivants :

- a) sont habilitées à voter pour le choix d'une candidature, toutes les personnes qui sont membres du Parti quatre-vingt-dix (90) jours avant la tenue de

l'assemblée d'investiture et qui sont domiciliées dans la circonscription visée par l'assemblée d'investiture lors de sa tenue, et celles dont la carte de membre arrive à échéance dans les trois cent soixante-cinq (365) jours précédant l'assemblée d'investiture et qui ont renouvelé leur adhésion avant la fin de la période d'inscription, soit la fin du premier tour de vote;

- b) le Conseil exécutif national peut, par un vote des deux tiers (2/3), s'opposer pour des raisons graves à la présentation de toute candidature à une assemblée d'investiture du Parti aux élections québécoises;
- c) les dépenses des candidates et des candidats pour promouvoir leur candidature doivent être conformes aux modalités prévues aux règlements.

Chapitre VI

COMITÉS NATIONAUX

I - COMITÉ NATIONAL D'ACTION POLITIQUE DES FEMMES

A- COMPOSITION

1. Le Comité national d'action politique des femmes est composé :
 - a) d'une (1) présidente :
 - i. élue par le Conseil national suivant le Congrès national pour un mandat de (2) ans renouvelable;
 - ii. membre du Bureau national;
 - iii. ayant droit de vote et de parole au Conseil national;
 - iv. déléguée de droit au Congrès national.
 - b) de six (6) conseillères :
 - i. élues par le Conseil national suivant le Congrès national;
 - ii. deux d'entre elles ayant droit de parole et de vote au Conseil national;
 - c) des représentantes régionales :
 - i. élues par le Congrès régional;

- ii. membres du Conseil exécutif régional et du Conseil régional;
 - iii. ayant droit de parole et droit de vote au Conseil national.
- d) Le Comité national d'action politique des femmes se nommera une vice-présidente, une trésorière et une secrétaire parmi ses membres.
2. Le Comité régional est composé de la répondante régionale et des répondantes des circonscriptions de la région.
3. La représentante de circonscription est élue par l'assemblée générale annuelle de circonscription et est membre de l'exécutif de circonscription et agit comme représentante à l'action politique des femmes.

B - MANDAT

4. Le Comité national d'action politique des femmes :
- a) propose, avec les instances du Parti, un programme d'actions gouvernementales afin d'améliorer les conditions de vie des femmes et leur accès à l'égalité des droits;
 - b) diffuse auprès des femmes les positions prises par le Parti et collabore avec elles à rendre le Parti plus sensible aux besoins qu'elles expriment;
 - c) œuvre à augmenter la participation des femmes à tous les niveaux décisionnels du Parti et à donner une voix aux préoccupations des militantes;
 - d) développe l'adhésion au Parti et le militantisme des femmes au moyen de la formation politique, économique et de la promotion de la souveraineté;
 - e) coordonne les actions découlant de ces aspects.

II- COMITÉ NATIONAL DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'INTÉGRATION

A- COMPOSITION

1. Le Comité national de la citoyenneté et de l'intégration est composé :
 - a) d'une présidente ou d'un président
 - i. élu par le Conseil national suivant le Congrès national
 - ii. membre du Bureau national
 - iii. ayant droit de vote et de parole au Conseil national
 - iv. délégué de droit au Congrès national
 - b) d'au plus douze (12) membres
 - i. élus par le Conseil national suivant le Congrès national;
 - ii. ayant droit de parole au Conseil national et deux d'entre eux choisis par le Comité national ayant droit de vote;
 - c) Le Comité national se nommera un vice-président ou une vice-présidente, un trésorier ou une trésorière et un ou une secrétaire parmi ses membres.

B- FONCTIONNEMENT

2. Si une vacance survient à la présidence, elle est comblée par une élection lors du Conseil national suivant. Une vacance pour tout autre poste est comblée par les membres restants du Comité.
3. Le Comité national se réunit au moins trois (3) fois par année sur une convocation de la présidence. Son quorum est de sept (7) membres.
4. Le Comité national peut destituer et remplacer un de ses membres après deux (2) absences consécutives sans motif valable ou après des absences répétées aux réunions du Comité national.
5. En énonçant les motifs par écrit, quatre (4) membres du Comité national peuvent exiger la convocation d'une réunion du Comité.
6. Le Comité national fonctionne selon les règles qu'il se donne.

C- MISSIONS ET MANDATS

7. Le Comité national de la citoyenneté et de l'intégration a pour mission de favoriser et de faciliter le rapprochement des Québécois et des Québécoises de

toutes origines de la souveraineté du Québec, en mettant particulièrement l'accent sur les relations avec les citoyennes et les citoyens provenant de l'immigration. De cette mission découlent les mandats suivants:

- a) en collaboration avec les associations de circonscription, faire la promotion du programme du Parti Québécois et de son projet de souveraineté auprès des Québécoises et des Québécois issus de l'immigration;
- b) soutenir les associations de circonscription dans leurs efforts de recrutement des Québécoises et des Québécois de diverses origines;
- c) inciter les associations de circonscription et les Conseils régionaux, surtout ceux de la région métropolitaine et d'autres centres urbains, à identifier une militante ou un militant qui accepte d'agir à titre de liaison avec le Comité national;
- d) sensibiliser les instances du Parti ainsi que l'aile parlementaire aux conséquences de la diversification culturelle de la population québécoise sur la société et sur les opérations du Parti en vue de favoriser la pleine participation des Québécoises et des Québécois de toutes origines à la vie publique;
- e) porter une attention particulière aux aspirations, attentes et besoins des jeunes Québécoises et Québécois nés à l'étranger, ou dont les parents sont nés à l'étranger;
- f) collaborer à l'écriture de la plate-forme électorale et du programme du Parti, particulièrement en ce qui concerne la citoyenneté et l'intégration.

III- COMITÉ NATIONAL SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

A- COMPOSITION

1. Le Comité national sur l'environnement et le développement durable est composé :
 - a) d'une présidente ou d'un président :
 - i. élu par le Conseil national suivant le Congrès national pour un mandat de deux (2) ans;
 - ii. membre du Bureau national;

- iii. ayant droit de vote et droit de parole au Conseil national;
 - iv. délégué de droit au Congrès national;
- b) de six (6) conseillers ou conseillères :
- i. élus par le Conseil national suivant le Congrès national pour un mandat de deux (2) ans;
 - ii. ayant droit de parole au Conseil national et deux d'entre eux, choisis par le Comité national, ayant droit de vote;
 - iii. délégués de droit au Congrès national.
- c) Le Comité national sur l'environnement et le développement durable se nommera un vice-président ou une vice-présidente, un trésorier ou une trésorière et un secrétaire ou une secrétaire parmi ses membres.

B- FONCTIONNEMENT

- 2. Si une vacance survient à la présidence, elle est comblée par une élection lors du Conseil national suivant le plus rapproché. Une vacance pour tout autre poste est comblée par les membres restants du Comité.
- 3. Le Comité national se réunit au moins six (6) fois par année sur convocation de la présidence. Son quorum est de quatre (4) membres.
- 4. Le Comité national invite les conseillers en environnement des régions à deux réunions par année.
- 5. Le Comité national peut destituer et remplacer un de ses membres après deux absences consécutives sans motif valable aux réunions du Comité national.
- 6. En énonçant leurs motifs par écrit, deux (2) membres du Comité national peuvent exiger de la présidence la convocation d'une réunion du Comité.
- 7. Le Comité national fonctionne selon les règles qu'il se donne.

C- MANDAT

8. Le Comité a les mandats suivants :

- a) faire la promotion du programme du Parti pour l'environnement ou d'autres documents et activités politiques en environnement;
- b) voir à l'actualisation du programme du Parti pour l'environnement;
- c) sensibiliser les membres du Parti, l'Aile parlementaire et la population sur le projet environnemental du pays à bâtir;
- d) appuyer et alimenter en contenu environnemental les instances du Parti et l'Aile parlementaire;
- e) voir au suivi du travail de l'Aile parlementaire pour assurer la concrétisation du programme du Parti;
- f) promouvoir les grandes orientations et les principes du développement durable auprès de ministres (ou porte-parole de l'Opposition) et des ministères susceptibles de les intégrer dans leurs activités;
- g) entretenir des contacts avec les groupes environnementaux pour, d'une part, informer le Parti des objectifs poursuivis par ces groupes et, d'autre part, pour diffuser les positions prises et défendues par le Parti;
- h) collaborer à l'écriture de la plate-forme électorale en matière d'environnement et de développement durable;
- i) publier des documents et préparer des événements spéciaux sur le thème de l'environnement et du développement durable.

IV- COMITÉ NATIONAL DES AÎNÉS

A- COMPOSITION

1. Le Comité national des aînés est composé :

- a) d'une présidente ou d'un président
 - i. élu par le Conseil national suivant le Congrès national pour un mandat de deux (2) ans;
 - ii. ayant droit de vote et droit de parole au Conseil national;

- iii membre du Bureau national;
- iv. délégué de droit au Congrès national.

b) de six (6) autres membres

- i. élus au Conseil national suivant le Congrès national pour un mandat de deux (2) ans et ce, sans distinction de poste;
- ii ayant droit de parole au Conseil national et deux d'entre eux, choisis par le Comité national, ayant droit de vote.
- iii. les personnes élues définissent et attribuent entre elles les postes.

B- FONCTIONNEMENT

- 2. Le Comité national fonctionne selon les règles qu'il se donne.
- 3. Si une vacance survient à la présidence, elle est comblée par une élection lors du Conseil national suivant. Une vacance pour tout autre poste est comblée par les membres restants du Comité.
- 4. La responsable ou le responsable régional élu à l'exécutif régional peut constituer un Comité régional formé des représentantes ou représentants de circonscription qui sert de lien entre le Comité national, le Conseil régional et les circonscriptions.

C- MANDAT

- 5. Le Comité national des aînés :
 - a) mobilise, recrute et informe les Québécoises et les Québécois de cinquante-cinq (55) ans et plus;
 - b) collabore avec les instances du Parti à instaurer une véritable politique du vieillissement, sans âgisme ni autre discrimination;

- c) donne une voix et une tribune officielles aux aînés du Parti sur les grands enjeux et débats qui animent notre société et sur les préoccupations propres à tous les niveaux;
- d) sensibilise les différentes instances du Parti aux besoins des aînés lors de l'établissement des politiques qui les touchent et conseille le Parti sur les stratégies de communication de ces politiques de façon à les rendre très claires aux aînés;
- e) entretient des contacts avec les divers organismes et associations d'aînés pour sensibiliser et informer le Parti des objectifs poursuivis par ces groupes et pour diffuser les positions prises et défendues par le Parti Québécois.

V - COMITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

A- COMPOSITION

1. Le Comité des relations internationales est composé :
 - a) d'une présidente ou d'un président
 - i. élu par le Conseil national suivant le Congrès national pour un mandat de deux (2) ans renouvelable;
 - ii. membre du Bureau national;
 - iii. ayant droit de vote et de parole au Conseil national.
 - iv. délégué de droit au Congrès national.
 - b) d'au moins neuf (9) membres dont les noms sont soumis par la présidence au Conseil exécutif national. Le Comité peut, par ailleurs, s'adjoindre toute personne supplémentaire et se constituer des groupes de travail en fonction des besoins de son plan d'action annuel.

B- MANDAT

2. Le Comité des relations internationales a pour but :
 - a) de proposer à la direction du Parti et au gouvernement des orientations et des politiques touchant les relations internationales du Québec, avant et après la souveraineté;

- b) d'établir et de maintenir des relations d'information et de collaboration avec les partis politiques étrangers ou autres organismes intéressés par le développement d'un Québec souverain;
- c) de participer à l'animation de la vie du Parti et à la formation des militants eu égard à la dimension internationale de l'exercice de la souveraineté;
- d) d'exercer, en complémentarité avec la direction du Parti, toute fonction d'information, de formation, de représentation à l'étranger ou en réponse aux demandes du corps diplomatique local, pour faire valoir le point de vue du Parti et défendre ses intérêts.

VI- PARTICIPATION AU CONSEIL NATIONAL

Les comités nationaux ont le droit de présenter des propositions au Conseil national.

Chapitre VII COMITÉ NATIONAL DES JEUNES

Le Comité national des jeunes est composé de jeunes de moins de trente ans et membres en règle du Parti Québécois.

A- MANDAT

1. Le Comité national des jeunes a pour but :
 - a) de faire la promotion de la souveraineté auprès des Québécoises et des Québécois de moins de trente (30) ans;
 - b) de mobiliser, de recruter et d'informer les Québécoises et les Québécois de moins de trente (30) ans;
 - c) de donner une voix et une tribune officielles aux jeunes du Parti sur les grands enjeux et débats qui animent notre société et sur les préoccupations propres à cette génération;
 - d) d'entretenir des contacts avec les divers organismes et associations de jeunes pour, d'une part, sensibiliser et informer le Parti des objectifs poursuivis par ces groupes et, d'autre part, pour diffuser les positions prises et défendues par le Parti;

- e) de planifier et de coordonner les activités annuelles du Parti à l'égard des jeunes : Grand rassemblement, colloques, tournée des établissements scolaires, cellules étudiantes, séances de formation politique, etc.

I - LE GRAND RASSEMBLEMENT

A- COMPOSITION

1. a) Chaque association de circonscription a droit à deux (2) déléguées ou délégués soit le ou la responsable des jeunes au Conseil exécutif de circonscription et une personne nommée par le Conseil exécutif jeune ou, à défaut, par le Conseil exécutif de circonscription.
- b) Chaque cellule étudiante a droit à deux (2) déléguées ou délégués élus par le Conseil exécutif de la cellule étudiante accréditée.
- c) Sont déléguées et délégués de droit au Grand rassemblement sept (7) membres du Conseil exécutif régional des jeunes de chaque région.
- d) Sont aussi déléguées et délégués de droit au Grand rassemblement tous les membres du Conseil exécutif national du Comité national des jeunes; la présidente ou le président du Conseil exécutif des jeunes de chaque région, la représentante ou le représentant des jeunes au Conseil exécutif de chaque circonscription et la présidente ou le président du Conseil exécutif des jeunes de chaque cellule étudiante.
- e) Par résolution, le Conseil des représentants pourra réviser à la hausse le nombre de déléguées et délégués au Grand rassemblement.

B- FONCTIONNEMENT

2. Un Grand rassemblement régulier, d'une durée d'au moins deux (2) jours, doit être tenu tous les deux (2) ans aux dates que fixe le Conseil des représentants.
3. Seuls les déléguées et les délégués ont droit de parole et de vote aux assemblées plénières d'un Grand rassemblement; néanmoins, tout membre du Parti a le droit de s'inscrire comme observatrice ou comme observateur et d'assister à toutes les délibérations.
4. Le Conseil des représentants, de concert avec la région hôte, met sur pied un Comité organisateur du Grand rassemblement qui en détermine les règles de fonctionnement.

C- MANDAT

5. Le Grand rassemblement est l'instance suprême du Comité national des jeunes.
6. Les déléguées et les délégués au Grand rassemblement :
 - a) discutent les résolutions soumises, déterminent leur ordre de priorité et adoptent des propositions de modifications au programme du Parti ou aux règlements de régie interne du Comité national des jeunes;
 - b) reçoivent et approuvent les rapports du Conseil exécutif national du Comité national des jeunes sur l'administration et les activités prévues au cheminement critique annuel;
 - c) examinent les lignes générales d'action du Comité national des jeunes;
 - d) examinent le bilan et l'état des revenus et dépenses du dernier exercice financier que leur soumet la trésorière ou le trésorier du Comité national des jeunes;
 - e) élisent tous les membres du Conseil exécutif national du Comité national des jeunes par vote au scrutin secret;
 - f) prennent des décisions appropriées sur toute question inscrite régulièrement à l'ordre du jour.

II - LE RASSEMBLEMENT NATIONAL

A- COMPOSITION

1.
 - a) Chaque association de circonscription a droit à une (1) déléguée ou un délégué jeune élu par le Conseil exécutif des jeunes de circonscription. En l'absence d'un Conseil exécutif des jeunes, le Conseil exécutif de circonscription procède par nomination.
 - b) Chaque cellule étudiante a droit à une (1) déléguée ou un délégué élu par le Conseil exécutif de la cellule étudiante accréditée.
 - c) Sont aussi déléguées et délégués de droit au Rassemblement national tous les membres du Conseil exécutif national des jeunes et un (1) des membres du Conseil exécutif régional des jeunes de chaque région.

B- FONCTIONNEMENT

2. Un Rassemblement national régulier, d'une durée d'au moins deux (2) jours, doit être tenu tous les deux (2) ans, en alternance avec le Grand rassemblement, aux dates que fixe le Conseil des représentants.
3. Seuls les déléguées et les délégués ont droit de parole et de vote aux assemblées plénières d'un Rassemblement national; néanmoins, tout membre du Parti a le droit de s'inscrire comme observateur ou observatrice et d'assister à toutes les délibérations.
4. Le Conseil des représentants, de concert avec la région hôte, met sur pied un Comité organisateur qui en détermine les règles de fonctionnement.

C- MANDAT

5. Le Rassemblement national est la plus haute instance du Comité national des jeunes entre les Grands rassemblements.
6. Les déléguées et les délégués au Rassemblement national :
 - a) reçoivent et approuvent les rapports du Conseil exécutif national du Comité national des jeunes sur l'administration et les activités prévues au cheminement critique annuel;
 - b) orientent les actions, les prises de position et la politique du Comité national des jeunes;
 - c) surveillent l'exécution des décisions du Grand rassemblement, l'application du programme et l'exécution du cheminement critique;
 - d) examinent le bilan et l'état des revenus et dépenses du dernier exercice financier que leur soumet la trésorière ou le trésorier du Comité national des jeunes;
 - e) créent, lorsque le besoin se fait sentir, des comités ad hoc de réflexion qui orienteront le Comité national des jeunes dans ses actions et ses prises de position;
 - f) élisent les membres du Conseil exécutif national du Comité national des jeunes par vote au scrutin secret, à l'exception de la présidente ou du président du Comité national des jeunes;

- g) procèdent à un vote de confiance au scrutin secret envers la présidente ou le président du Comité national des jeunes. Dans le cas où la présidente ou le président du Comité national des jeunes n'aurait pas obtenu la majorité des suffrages exprimés, le Rassemblement national doit procéder à une élection à la présidence du Comité national des jeunes. Cette élection se tiendra au moment jugé opportun, par vote au scrutin secret des déléguées et des délégués et selon les modalités adoptées par le Rassemblement national;
- h) prennent les décisions appropriées sur toute question inscrite régulièrement à l'ordre du jour;
- i) participent aux activités prévues par le Conseil des représentants.

III - LE CONSEIL DES REPRÉSENTANTS

A- COMPOSITION

- 1. Sont membres du Conseil des représentants :
 - a) tous les membres du Conseil exécutif national du Comité national des jeunes;
 - b) la présidente ou le président, ou sa représentante ou son représentant, du Conseil exécutif des jeunes de chaque région.

B- FONCTIONNEMENT

- 2. Seuls les membres du Conseil des représentants ont droit de parole et de vote aux assemblées plénières du Conseil des représentants; néanmoins, tout membre du Parti a le droit de s'inscrire comme observatrice ou comme observateur et d'assister à toutes les délibérations.
- 3. Le Conseil des représentants jeunes se réunit au moins quatre (4) fois par année sur convocation de la présidence du Conseil exécutif national; son quorum est la moitié des membres plus un (1).
- 4. Le Conseil des représentants fonctionne selon les règles qu'il se donne.

C- MANDAT

5. Le Conseil des représentants a comme fonction de :
 - a) préparer et organiser des activités touchant les buts du Comité tels que décrits dans les Statuts;
 - b) voir à l'élaboration et à la mise en oeuvre du plan d'action et du budget du Comité national des jeunes;
 - c) décider de la tenue des événements d'envergure nationale, sous réserve d'approbation par le Bureau national;
 - d) adopter la thématique ainsi que les règles de fonctionnement des événements d'envergure nationale, sous réserve d'approbation par le Bureau national;
 - e) adopter et amender les règlements internes du Comité national des jeunes;
 - f) participer de façon active à toutes les activités du Parti;
 - g) assurer la liaison entre les circonscriptions, les régions et le Conseil exécutif national des jeunes;
 - h) donner son avis au Conseil exécutif national des jeunes sur toute prise de position publique.

IV - LE CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL DU COMITÉ NATIONAL DES JEUNES

A- COMPOSITION

1. Sont membres du Conseil exécutif national du Comité national des jeunes :
 - a) la présidente ou le président;
 - b) la vice-présidente ou le vice-président à l'organisation;
 - c) la vice-présidente ou le vice-président au contenu;
 - d) la trésorière ou le trésorier;
 - e) la ou le secrétaire;
 - f) la ou le responsable des communications;

g) et trois (3) conseillères ou conseillers.

B- FONCTIONNEMENT

2. a) Un membre jeune du Parti ne peut faire acte de candidature que pour un (1) poste.
- b) Tous les membres élus au Conseil exécutif national du Comité national des jeunes, sauf la présidente ou le président du Conseil exécutif national du Comité national des jeunes, entrent en fonction dès la clôture du Grand rassemblement ou du Rassemblement national et leur mandat d'un (1) an expire à la fin du Rassemblement national suivant ou du Grand rassemblement suivant.
- c) La présidente ou le président du Conseil exécutif national du Comité national des jeunes entre en fonction dès la clôture du Grand rassemblement et son mandat de deux (2) ans expire à la fin du Grand rassemblement suivant.
3. Le Conseil exécutif national du Comité national des jeunes se réunit selon ses besoins; son quorum est la moitié des membres plus un (1); le tiers (1/3) des membres peuvent exiger la convocation d'une réunion.
4. Le Conseil exécutif national du Comité national des jeunes fonctionne selon les règles qu'il se donne.

C- MANDAT

5. Le Conseil exécutif national du Comité national des jeunes dirige le Comité national des jeunes et en administre les affaires en se conformant au programme et aux décisions prises par le Grand rassemblement, le Rassemblement national et le Conseil des représentants.

V - LE GRAND RASSEMBLEMENT RÉGIONAL

A- COMPOSITION

1. a) Chaque association des jeunes de circonscription a droit à deux (2) déléguées ou délégués jeunes élus par le Conseil exécutif des jeunes de circonscription. En l'absence d'un Conseil exécutif des jeunes, le Conseil exécutif de circonscription procède par nomination.

- b) Chaque cellule étudiante a droit à deux (2) déléguées ou délégués élus par le Conseil exécutif de la cellule étudiante accréditée.
- c) Sont aussi déléguées et délégués de droit au Grand rassemblement régional, tous les membres du Conseil exécutif régional du Comité régional des jeunes, la représentante ou le représentant des jeunes au Conseil exécutif de chaque circonscription, et la présidente ou le président du Conseil exécutif des jeunes de chaque cellule étudiante accréditée.
- d) Par résolution, le Comité régional des jeunes pourra réviser à la hausse le nombre de déléguées et délégués au Grand rassemblement régional.

B- FONCTIONNEMENT

- 2. Un Grand rassemblement régional régulier, d'une durée d'au moins un (1) jour, doit être tenu tous les deux (2) ans, à la période que fixe le Conseil des représentants, à la date fixée par le Comité régional des jeunes.
- 3. Seules les déléguées et les délégués ont droit de parole et de vote aux assemblées plénières d'un Grand rassemblement régional; néanmoins, tout membre du Parti a le droit de s'inscrire comme observatrice ou comme observateur et d'assister à toutes les délibérations.

C- MANDAT

- 4. Le Grand rassemblement régional est l'instance suprême du Comité régional des jeunes.
- 5. Les déléguées et délégués au Grand rassemblement régional :
 - a) discutent les résolutions soumises, déterminent leur ordre de priorité et adoptent des propositions de modifications au programme du Parti ou à la Régie interne du Comité régional des jeunes;
 - b) discutent des actions et des activités du Comité national des jeunes;
 - c) établissent et approuvent les rapports du Conseil exécutif régional des jeunes sur l'administration et les activités prévues au cheminement critique annuel;
 - d) établissent les lignes générales d'action du Comité régional des jeunes;

- e) examinent le bilan et l'état des revenus et dépenses du dernier exercice financier que leur soumet la trésorière ou le trésorier du Comité régional des jeunes;
- f) élisent la présidente ou le président régional des jeunes et tous les membres du Conseil exécutif régional du Comité régional des jeunes par vote au scrutin secret;
- g) prennent les décisions appropriées sur toute question inscrite régulièrement à l'ordre du jour.

VI- LE RASSEMBLEMENT RÉGIONAL

A- COMPOSITION

1. Sont déléguées et délégués au Rassemblement régional les membres du Conseil exécutif régional des jeunes, la représentante ou le représentant des jeunes au Conseil exécutif de chaque circonscription et la présidente ou le président du Conseil exécutif de chaque cellule étudiante accréditée.

B- FONCTIONNEMENT

2. Un Rassemblement régional régulier, d'une durée d'au moins un (1) jour, doit être tenu tous les deux (2) ans, en alternance avec le Grand rassemblement régional, à la période que fixe le Conseil des représentants et aux dates que fixe le Comité régional des jeunes.
3. Le Comité régional des jeunes met sur pied un Comité organisateur qui en détermine les règles de fonctionnement.
4. Seuls les déléguées et les délégués ont droit de parole et de vote aux assemblées plénières d'un Rassemblement régional; néanmoins, tout membre du Parti a le droit de s'inscrire comme observatrice ou observateur et d'assister à toutes les délibérations.

C- MANDAT

5. Le Rassemblement régional est la plus haute instance du Comité régional des jeunes entre les Grands rassemblements régionaux.
6. Les déléguées et les délégués au Rassemblement régional :

- a) reçoivent et approuvent les rapports du Conseil exécutif régional du Comité régional des jeunes sur l'administration et les activités prévues au cheminement critique annuel;
- b) orientent les actions, les prises de position et la politique du Comité régional des jeunes;
- c) surveillent l'exécution des décisions du Grand rassemblement régional, l'application du programme et l'exécution du cheminement critique;
- d) examinent le bilan et l'état des revenus et dépenses du dernier exercice financier que leur soumet la trésorière ou le trésorier du Comité régional des jeunes;
- e) créent, lorsque le besoin s'en fait sentir, des comités ad hoc de réflexion qui orienteront le Comité régional des jeunes dans ses actions et ses prises de position;
- f) élisent les membres du Conseil exécutif régional du Comité régional des jeunes par vote au scrutin secret, à l'exception de la présidente ou du président du Comité régional des jeunes;
- g) procèdent à un vote de confiance au scrutin secret envers la présidente ou le président du Comité régional des jeunes. Dans le cas où la présidente ou le président du Comité régional des jeunes n'aurait pas obtenu la majorité des suffrages exprimés, le Rassemblement régional doit procéder à une élection à la présidence du Comité régional des jeunes. Cette élection se tiendra au moment jugé opportun, par un vote au scrutin secret des déléguées et des délégués, selon les modalités adoptées par le Rassemblement régional;
- h) prennent les décisions appropriées sur toute question inscrite régulièrement à l'ordre du jour.

VII - LE COMITÉ RÉGIONAL DES JEUNES

1. La formation de cette instance est facultative.
2. Après la création du Comité régional des jeunes par le Grand rassemblement régional ou par le Rassemblement régional, sa composition et ses pouvoirs devront être définis par la régie interne régionale.
3. En l'absence d'un Comité régional des jeunes, tous les pouvoirs dévolus à ce comité sont exercés par le Conseil exécutif régional.

VIII - LE CONSEIL EXÉCUTIF DU COMITÉ RÉGIONAL DES JEUNES

A- COMPOSITION

1. À moins d'une disposition contraire du Comité régional des jeunes, sont membres du Conseil exécutif du Comité régional des jeunes :
 - a) la présidente ou le président;
 - b) la vice-présidente ou le vice-président;
 - c) la trésorière ou le trésorier;
 - d) la ou le secrétaire;
 - e) et trois (3), cinq (5) ou sept (7) conseillères ou conseillers.

B- FONCTIONNEMENT

2.
 - a) Un membre jeune du Parti ne peut faire acte de candidature que pour un (1) poste.
 - b) Tous les membres élus au Conseil exécutif du Comité régional des jeunes, sauf la présidente ou le président du Conseil exécutif du Comité régional des jeunes, entrent en fonction dès la clôture du Grand rassemblement régional ou du Rassemblement régional et leur mandat d'un (1) an expire à la fin du Grand rassemblement régional suivant ou du Rassemblement régional suivant, selon le cas.
 - c) La présidente ou le président du Conseil exécutif du Comité régional des jeunes entre en fonction dès la clôture du Grand rassemblement régional et son mandat de deux (2) ans expire à la fin du Grand rassemblement régional suivant.
3. Le Conseil exécutif régional se réunit selon ses besoins, son quorum est la moitié des membres plus un (1); le tiers (1/3) des membres peuvent exiger la convocation d'une réunion.
4. Le Conseil exécutif régional fonctionne selon les règles qu'il adopte.

C- MANDAT

5. Le Conseil exécutif du Comité régional des jeunes dirige le Comité régional des jeunes et en administre les affaires en se conformant au programme et aux décisions prises par le Grand rassemblement régional.
6. Le Conseil exécutif régional fera parvenir son règlement de régie interne au Conseil des représentants.

IX- LES JEUNES DE CIRCONSCRIPTION

A- COMPOSITION

1. La représentante ou le représentant des jeunes au Conseil exécutif de circonscription est élu à l'assemblée générale des membres de l'association de circonscription.

B- FONCTIONNEMENT

2. Une représentante ou un représentant des jeunes siège à chaque Conseil exécutif de circonscription.

X- LE CONSEIL EXÉCUTIF DES JEUNES DE CIRCONSCRIPTION

A- COMPOSITION

1. La formation de cette instance est facultative et sujette à l'approbation du Conseil exécutif de la circonscription.
2. La représentante ou le représentant jeune d'une circonscription est responsable, le cas échéant, de la composition et de la formation de cette instance.

B- FONCTIONNEMENT

3. Le Conseil exécutif des jeunes d'une circonscription peut se prévaloir d'une régie interne déterminant sa composition et ses pouvoirs.
4. Le Conseil exécutif des jeunes d'une circonscription doit travailler en étroite collaboration avec le Conseil exécutif de cette circonscription;
5. Un membre ne peut faire acte de candidature que pour un (1) poste au Conseil exécutif des jeunes de circonscription;

6. À l'exception de la représentante ou du représentant des jeunes au Conseil exécutif de la circonscription, tous les membres élus au Conseil exécutif des jeunes de circonscription entrent en fonction dès la clôture de l'assemblée générale des membres jeunes de la circonscription et leur mandat d'un (1) an expire à la fin de l'assemblée générale suivante des membres jeunes de la circonscription.

C- MANDATS

Le Conseil exécutif de circonscription favorise et travaille au recrutement de nouveaux membres et diffuse les grandes orientations du programme du Parti au sein de sa circonscription. Il stimule la réflexion des jeunes sur les problèmes qui touchent la jeunesse.

XI - LE CONSEIL EXÉCUTIF DE CELLULE ÉTUDIANTE

A- COMPOSITION

1. À moins d'une disposition contraire de la régie interne de la cellule étudiante, sont membres du Conseil exécutif de la cellule étudiante :
 - a) la présidente ou le président;
 - b) la vice-présidente ou le vice-président;
 - c) la trésorière ou le trésorier;
 - d) le ou la secrétaire;
 - e) et trois (3), cinq (5) ou sept (7) conseillères ou conseillers.

B- FONCTIONNEMENT

2.
 - a) Un membre de la cellule étudiante ne peut faire acte de candidature que pour un (1) poste.
 - b) Tous les membres élus au Conseil exécutif de la cellule étudiante entrent en fonction dès la clôture de l'assemblée générale des membres de la cellule étudiante et leur mandat d'une (1) session ou d'un (1) an, selon l'assemblée générale, expire à la fin de l'assemblée générale suivante des membres de la cellule étudiante.

3. Le Conseil exécutif de cellule étudiante fonctionne selon les règles qu'il se donne.
4. La création d'une cellule étudiante est sous la responsabilité du Conseil exécutif régional des jeunes. Il verra à coordonner la réunion de fondation de la cellule étudiante.
5. Le processus de l'accréditation officielle est le suivant :
 - a) envoyer au Conseil exécutif du Comité régional des jeunes et au Comité national des jeunes une copie du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de la cellule étudiante ainsi que la liste des participantes et des participants, liste comportant au minimum dix (10) membres, ou 1 % des étudiantes et étudiants inscrits si l'institution comporte moins de 1500 étudiants jusqu'à un minimum de cinq (5);
 - b) le Conseil exécutif du Comité régional des Jeunes et le Conseil des représentants disposent d'un délai de trente (30) jours afin de répondre à la demande d'accréditation officielle d'une cellule étudiante. Si le Conseil exécutif du Comité régional des Jeunes et le Conseil des représentants n'entendent pas donner leur aval à l'accréditation officielle, ils doivent le faire savoir à la cellule étudiante demanderesse en communiquant les motifs de refus à l'intérieur d'un délai de trente (30) jours. Si ces instances ne se conforment pas à cette clause, la cellule étudiante sera automatiquement accréditée;
 - c) l'accréditation de la cellule étudiante est renouvelable à tous les ans.

C- MANDAT

6. Le Conseil exécutif de la cellule étudiante favorise et travaille au recrutement de nouveaux membres et diffuse les grandes orientations du programme du Parti au sein de son institution scolaire. Il stimule la réflexion des étudiantes et des étudiants sur les problèmes qui touchent la jeunesse.

Chapitre VIII

LE CONSEIL DES DÉPUTÉES ET DÉPUTÉS

A- COMPOSITION

1. Les députées et députés élus forment un groupe appelé Conseil des députées et députés du Parti.
2. Les deux (2) vice-présidentes ou vice-présidents du Parti et un (1) membre du Conseil exécutif national choisi par celui-ci participent aux réunions du Conseil des députées et députés.

B- FONCTIONNEMENT

3. La présidence du Parti ou son représentant convoque et préside les réunions du Conseil des députées et députés.
4. Toute députée ou tout député d'un autre groupement politique désirant se joindre au Parti Québécois ne pourra le faire qu'à titre de candidate ou de candidat indépendant et ne pourra par conséquent faire partie officiellement du Conseil des députées ou députés, sauf à la suite d'un congrès pour le choix d'une candidature où la personne en question aura été légalement choisie candidate du Parti.
5. Un protocole étudié et adopté par le Conseil national et soumis à la ratification du congrès règle les rapports entre la députation (et éventuellement les ministres) du Parti et les organismes dirigeants du Parti (i.e. Conseil exécutif national et Conseil national), notamment pour les votes engageant le Parti et la défense et l'application du programme du Parti.
6. Tout membre d'une circonscription qui désire adresser une plainte à une députée ou à un député peut le faire en écrivant à la députée ou au député, avec copie expédiée au secrétariat de l'association de la circonscription et à celui du Conseil exécutif régional. Toute plainte ainsi adressée doit être considérée par le Conseil de la circonscription qui, s'il le juge à propos, la soumet à l'assemblée générale pour décision, et au Conseil exécutif régional qui peut la soumettre au Conseil régional.

C- MANDAT

7. Les députées et députés doivent se conformer aux objectifs du Parti, à ses statuts et à ses règlements.

8. Le Conseil des députées et députés :
- a) détermine la stratégie à adopter pour poursuivre les objectifs politiques du Parti à l'Assemblée nationale;
 - b) reçoit les avis du Conseil exécutif national;
 - c) se conforme au programme du Parti;
 - d) rend compte, lors de son rapport au Congrès national, de l'application ou des efforts d'application du programme voté au congrès antérieur.
9. Même en cas de circonstances exceptionnelles, la députation du Parti ne peut engager le Parti sans son consentement.
10. La députée ou le député doit :
- a) se consacrer à sa tâche d'élue ou d' élu du peuple et de représentante ou de représentant de la circonscription;
 - b) démissionner de tout poste qu'elle ou qu'il occupait dans le Parti au niveau de la région ou de la circonscription ou du Conseil exécutif national, sauf indication contraire des statuts;
 - c) demeurer en relation étroite avec l'association de la circonscription;
 - d) aviser au préalable, dans un délai raisonnable, la présidente ou le président du Conseil exécutif de la circonscription de sa présence pour toute activité de nature partisane ou politique, dans le cas d'une circonscription représentée par un ou une députée d'un autre parti, et se conformer aux décisions de l'association de circonscription, tel que stipulé au paragraphe h).
 - e) participer à des assemblées politiques d'information dans la circonscription;
 - f) assister à toutes les assemblées générales de l'association de circonscription, sauf motifs valables;
 - g) recevoir la documentation et les avis que lui fournit l'association de circonscription;
 - h) se conformer aux décisions de l'association de circonscription pour ce qui est des questions d'ordre local, dans la mesure où elles sont compatibles avec la politique nationale du Parti;

- i) monter des dossiers sur les divers problèmes surgissant dans l'application des lois existantes et faire parvenir aux ministères concernés ce ou ces dossiers avec les recommandations appropriées.
- 11. Chaque députée ou chaque député est soumis à toutes les obligations du militant et de la militante dans sa circonscription mais son activité parlementaire et ses votes au Parlement relèvent uniquement de la députation, du Conseil exécutif national, du Bureau national et du Conseil national selon les modalités établies par un protocole.

Chapitre IX

LES RELATIONS ENTRE LE PARTI ET LE CONSEIL DES DÉPUTÉES ET DÉPUTÉS

- 1. La présidente ou le président du Parti est chef parlementaire, c'est à dire chef du groupe parlementaire, dans le cas où le Parti est dans l'opposition, et président du Conseil exécutif du gouvernement du Québec, lorsque le Parti est au pouvoir.
- 2. Dans la seule circonstance où la présidente ou le président du Parti n'est pas membre de l'Assemblée nationale, le Conseil des députées et députés propose au Conseil exécutif national une personne pour occuper cette fonction. Si le Conseil exécutif national accepte la personne proposée, il soumet sa nomination au prochain Conseil national pour ratification.
- 3. Dans le cas où le Conseil national refuse la ratification de la personne proposée, le Conseil des députés soumet une nouvelle candidature à ce même Conseil national.
- 4. Dans le cas où le chef parlementaire, qui était aussi présidente ou président du Parti, n'assume plus la présidence, on procède de nouveau au choix du chef parlementaire selon les mécanismes prévus aux paragraphes précédents.

Chapitre X

LA COMMISSION PERMANENTE DU PROGRAMME ET LES COMMISSIONS RÉGIONALES DU PROGRAMME

A. COMPOSITION

1. La Commission permanente du programme est composée :
 - a) de la conseillère ou du conseiller au programme qui en assume la présidence ;
 - b) d'une (1) vice-présidente ou un (1) vice-président élu à chaque Congrès national parmi les membres qui ne sont ni élus à l'Assemblée nationale, ni à l'emploi du Parti Québécois;
 - c) de la présidente ou du président de la Commission régionale du programme de chaque région élu(e) à chaque Congrès régional.

B. FONCTIONNEMENT

2. La Commission régionale du programme est formée selon des règles déterminées par chaque Conseil régional.
3. À défaut de pouvoir agir, le Conseil de la Commission régionale du programme peut désigner une ou un substitut pour remplacer la présidente ou le président.

C. MANDAT

4. La Commission permanente du programme est la première responsable de l'élaboration de l'orientation politique du programme du Parti. Elle a pour mandat de :
 - a) voir à la formation politique de la base du Parti, à sa réelle participation à la révision du programme général et du programme électoral pour le défendre adéquatement le moment venu;
 - b) consulter les diverses instances du Parti quant aux amendements à apporter au programme et aux moyens à prendre pour qu'ils se réalisent;
 - c) recevoir de façon constante les propositions d'amendement au programme de toutes les instances du Parti, entre autres, des Commissions régionales du programme;

- d) transmettre aux Commissions régionales du programme les diverses propositions d'amendement au programme et ce, au moins deux (2) fois par année;
 - e) faire circuler ces propositions dans toutes les instances du Parti afin qu'elles soient débattues entre les congrès;
 - f) élaborer et déposer au Conseil national le cahier d'amendements au programme devant servir à la tenue des Congrès de circonscription. Ce cahier de propositions est constitué des diverses propositions d'amendement au programme transmises par les Commissions régionales du programme et les autres instances;
 - b) au moins une (1) fois l'an, faire rapport au Conseil national des diverses réalisations du gouvernement relatives à la réalisation des objectifs du programme;
 - h) au moins une (1) fois l'an, faire rapport au gouvernement des attentes des membres quant à la réalisation des objectifs du programme.
5. La Commission régionale du programme a pour mandat de :
- a) recevoir de la représentante ou du représentant de circonscription les diverses propositions d'amendement au programme votées lors de toute assemblée générale de circonscription;
 - b) discuter au moins deux (2) fois par année et transmettre à la Commission permanente du programme les propositions d'amendement qu'elle conçoit ou qu'elle reçoit de toute représentante ou de tout représentant de circonscription ou de toute assemblée générale de circonscription;
6. La représentante ou le représentant de circonscription a pour mandat de :
- a) recevoir des membres de la circonscription toute proposition d'amendement au programme;
 - b) former un comité de discussion des amendements au programme du Parti;
 - c) soumettre au vote de toute assemblée générale de circonscription les propositions d'amendement au programme reçues des membres de la circonscription, de la Commission régionale du programme et de la Commission permanente du programme;

- d) siéger à la Commission régionale du programme et y déposer les propositions d'amendement au programme votées lors de toute assemblée générale de circonscription ou discutées par son comité de circonscription.

Chapitre XI

LES AMENDEMENTS AUX STATUTS

1. Seul le Congrès national du Parti a le droit de modifier les présents statuts.
2. a) Toutes les propositions d'amendement aux statuts doivent parvenir par écrit au secrétariat national quarante-cinq (45) jours avant l'ouverture du Congrès national.

Ces propositions d'amendement doivent avoir été adoptées par un congrès de circonscription, par un Congrès régional, par le Conseil exécutif national ou par le Conseil national, le tout en conformité avec l'article 2d) du chapitre III, sous-chapitre I-B.

- b) Le texte de toute proposition d'amendement aux statuts doit être expédié au même endroit et aux mêmes personnes que les autres propositions soumises à un Congrès national.
- c) Chaque amendement requiert l'approbation de la majorité simple des déléguées et des délégués participant au scrutin.